

## ÉCONOMIE DE GUERRE ET ÉCOLOGIE : LES RISQUES DE L'ANALOGIE

[Éric Monnet](#)

Alternatives économiques | « L'Économie politique »

2022/3 N° 95 | pages 94 à 102

ISSN 1293-6146

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2022-3-page-94.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Alternatives économiques.

© Alternatives économiques. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Économie de guerre et écologie : les risques de l'analogie

Par Eric Monnet

**Eric Monnet**

Économiste et historien,  
professeur à l'EHESS  
et à l'École d'économie  
de Paris.

**L**A GUERRE EN UKRAÏNE ET SES CONSÉQUENCES AU-DELÀ DE CE pays, notamment sur les prix de l'énergie et des céréales, a fait réapparaître le terme « d'économie de guerre » dans le vocabulaire médiatique et politique. Cette expression, qui caractérise ici des pays qui ne connaissent pas de conflit militaire, avait déjà été fréquemment utilisée pour qualifier les situations de confinement en réponse à la pandémie de Covid-19. L'analogie est paradoxale dans le contexte français et européen puisque les interventions militaires réelles des dernières décennies (au Mali, en Libye ou en Afghanistan pour la France, ou en Irak dans le cas des États-Unis par exemple) n'avaient pas suscité l'usage d'un tel vocabulaire.

Ce paradoxe est révélateur de la différence entre « économie de guerre » et « économie de la guerre ». Alors que la seconde notion caractérise les conséquences économiques directes des conflits (liées aux destructions ou aux dépenses militaires), la première est principalement utilisée pour qualifier la réorganisation de l'économie en soutien à la guerre et en opposition à une situation normale de paix. Le terme

d'économie de guerre est d'ailleurs rarement mentionné à propos des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles en Europe, alors que la guerre y était omniprésente. A propos de l'époque moderne (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles), les historiens préfèrent en effet utiliser le terme d'Etat militaro-fiscal pour caractériser le fait que la puissance des Etats provenait d'une augmentation des impôts alimentant le budget de la défense et l'expansion territoriale par les armes [Brewer, 2002]. On ne parle donc pas d'économie de guerre car la guerre n'était pas une situation exceptionnelle. Elle faisait partie de la normalité et était même l'horizon de la puissance de l'Etat.

Il faut attendre le XIX<sup>e</sup> siècle pour que la paix entre les grandes puissances impériales rende la situation de guerre anormale en Europe de l'Ouest [Osterhammel, 2017]. Dans les colonies, la violence et le rationnement demeurent toutefois le quotidien des populations autochtones. C'est également au XIX<sup>e</sup> siècle que le libéralisme économique et l'Etat libéral apparaissent, avec l'idée

**IL FAUT ATTENDRE LE XIX<sup>e</sup> SIÈCLE POUR QUE  
LA PAIX ENTRE LES GRANDES PUISSANCES  
IMPÉRIALES RENDE LA SITUATION DE  
GUERRE ANORMALE EN EUROPE DE L'OUEST**

sous-jacente qu'une situation de normalité économique est celle où les marchés fonctionnent librement [Polanyi, 1983]. Le terme d'économie de guerre demeure principalement associé à l'organisation des économies lors des deux guerres mondiales du XX<sup>e</sup> siècle où l'organisation de l'économie et le rôle de l'Etat furent en rupture avec le libéralisme économique et une situation normale de paix. La notion d'économie de guerre se construit donc en opposition à un idéal de paix et au libéralisme économique. Elle n'a de sens que comme le miroir d'une normalité supposée.

Lorsqu'on parle d'économie de guerre aujourd'hui, c'est, semble-t-il, pour décrire des mutations importantes dans le rôle de l'Etat et appuyer un discours de mobilisation nationale en réponse à la hausse des prix de l'énergie. Comme par le passé, ce sens se distingue de celui d'« économie en guerre » qui fait quant à lui référence à la hausse des dépenses de défense et à l'armement. En lisant la question énergétique par le prisme de l'économie de guerre, le risque, cependant, est d'ajourner la réflexion sur les transformations profondes



nécessaires à la préservation de l'environnement. En effet, la rhétorique tout comme la théorie de l'économie de guerre reposent essentiellement sur une perspective d'exception et l'objectif d'un retour rapide à une situation antérieure pensée comme « normale ».

### Sacrifices et pénuries

La notion d'économie de guerre renvoie à l'idée des sacrifices économiques – en miroir des morts par les armes – imposés à la population pour faire face à l'urgence. Pour reprendre les mots célèbres de Keynes dans son ouvrage *Comment*

*financer la guerre* paru en 1940, la guerre nous fait repasser de l'âge de l'abondance à l'âge de la pénurie (« *in war we move back from the Age of Plenty to the Age of Scarcity* »). Il est intéressant de noter

**PARLER D'« ÉCONOMIE DE GUERRE » SIGNIFIE QUE LA POPULATION DOIT SUBIR DES PERTES ÉCONOMIQUES, EN RESTREIGNANT SES BESOINS HABITUELS ET EN TRANSFÉRANT À L'ÉTAT UNE PARTIE DE SES RESSOURCES**

que Keynes emploie ici le terme de « pénurie », ce qui montre bien que l'économie de guerre est le moment où les besoins considérés comme normaux ne peuvent être satisfaits. Il y a l'espoir d'une fin proche de la pénurie, et non une argumentation au sujet d'une transformation des besoins sur le long terme. Des sacrifices de court terme sont considérés comme nécessaires pour gagner la guerre et sont dus à la mobilisation des moyens de production (le capital comme le travail) dans un contexte de relative autarcie. Les choix des citoyennes et citoyens quant à leur emploi, leur consommation et leur épargne sont réduits. L'État se retrouve au centre de l'organisation de l'économie, décidant plus que d'habitude des biens qu'il faut consommer avec modération et des secteurs économiques vers lesquels les emplois et les capitaux doivent s'orienter. Parmi les aspects concrets de cette organisation, les études historiques insistent habituellement sur trois points : les mesures nécessaires à la légitimation du rôle accru de l'État, le rationnement et le contrôle des prix, et l'augmentation des transferts des individus envers l'État (par la fiscalité ou l'épargne forcée).

Parler d'économie de guerre signifie donc que la population doit subir des pertes économiques, en restreignant ses besoins habituels et en transférant à l'État une partie de ses ressources. Cela ne peut se faire sans une communication ou

propagande visant à justifier la nécessité des sacrifices et la supériorité de l'efficacité de l'Etat dans l'organisation de la production. Cette propagande s'accompagne souvent d'une véritable redéfinition de la citoyenneté – comme l'a montré notamment James Sparrow [2011] pour les Etats-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale – qui joue sur l'extension de droits<sup>[4]</sup>, ou au contraire, pour certaines minorités, l'exclusion au nom de la consolidation de l'identité nationale et de la désignation de l'ennemi intérieur. La rupture des chaînes d'approvisionnement et l'organisation de la production et de la consommation par l'Etat impliquent que le système des prix joue un rôle moindre que d'habitude (et certainement bien moindre que dans les modèles idéalisés des économistes) pour orienter consommation et investissement ; une situation pouvant mener au développement de marchés noirs pour contourner les rationnements imposés par les autorités. Enfin, la guerre n'a pas seulement un coût économique pour la population du fait de la réduction de la consommation mais aussi en raison des transferts directs à l'Etat, soit par la fiscalité soit par l'épargne dite « forcée », c'est-à-dire l'obligation de maintenir des dépôts bancaires ou l'achat direct de dette publique à un taux d'intérêt réel négatif. Les grandes guerres ont coïncidé avec une augmentation de la fiscalité, une souscription massive de dette publique et une inflation réduisant la rémunération de l'épargne et le salaire réel.

L'économie de guerre a aussi qualifié au XX<sup>e</sup> siècle des économies qui se préparaient intégralement à la guerre. Ce deuxième sens a principalement été associé à l'Allemagne nazie au cours des années 1930 pour qualifier une situation où l'industrie militaire devenait le fer de lance de l'économie. On parle dans ce cas en allemand de *Wehrwirtschaft* – que l'on peut traduire par « économie militaire » –, plutôt que de *Kriegswirtschaft*, qui est à proprement parler l'économie de guerre. Comme l'avaient remarqué Jean-Marie Thiveaud et Vincent Feltesse [1991], l'essor de l'industrie militaire nazie au cours des années 1930 entraîne la théorisation de l'économie de guerre, y compris au sein de nations comme la France qui n'étaient pas encore en guerre. Un ouvrage symptomatique à cet égard est celui d'André Piatier, publié en 1939 avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, et intitulé *L'économie de guerre* [Piatier, 1939]. Il est

[4] Le Selective Training and Service Act de 1940 réforme le système de conscription en l'étendant sans discrimination de race. Mais, pour autant, il n'a pas mis fin à la ségrégation dans l'armée [Peretz, 2022].



en partie écrit en réponse à l'ouvrage de Stefan Possony [1938], *L'économie de la guerre totale*, publié l'année précédente et qui prônait une réaction militaire et économique des démocraties face à l'Allemagne. Pour Possony, économiste autrichien ayant fui aux États-Unis, il ne faut pas chercher à court terme une réorganisation fondamentale de l'économie entièrement tournée vers la guerre. La guerre risque de durer et il est donc préférable selon lui d'augmenter la puissance économique pour accroître les ressources permettant de mener une guerre longue. Chez Piatier, au contraire, l'économie de guerre se définit par une soumission de l'individu au collectif et par un changement des habitudes de consommation motivé par le sacrifice temporaire. Il s'agit « *d'une mesure d'autodéfense des richesses et des forces nationales accumulées, au même titre que la lutte contre les épidémies et contre les catastrophes naturelles* ». C'est « *le remplacement des besoins individuels du temps de paix par des besoins collectifs du temps de guerre, qu'il s'agisse des besoins généraux de l'État ou des besoins groupés de certaines catégories de la population. [...] Ce changement résulte d'un bouleversement complet de la notion d'utilité et il entraîne des variations énormes dans l'échelle des valeurs* » [cité par Thiveaud et Feltesse, 1991].

### L'après-guerre

Si les moments de guerre au XX<sup>e</sup> siècle sont vus comme entraînant une organisation économique provisoire, ils ont en fait profondément changé l'économie, et la paix n'a pas sur ce plan conduit à un retour à l'avant-guerre. Comme le note l'historien Olivier Dard [2001] à propos de la Première Guerre mondiale en France : « *Passées les illusions d'une "guerre éclair", soumis aux contraintes d'une occupation territoriale qui prive l'économie de matières premières essentielles (la moitié de la production charbonnière) et d'infrastructures industrielles de premier plan (aciéries, usines textiles), les gouvernements français s'adaptent aux nécessités d'une guerre totale en mettant progressivement et empiriquement sur pied une économie de guerre dominée par un dirigisme inédit jusqu'alors. Il était cependant tacitement entendu que cette situation devait être provisoire et prendre fin avec le conflit. Or, loin d'être la parenthèse souhaitée, la Première guerre mondiale marque un tournant décisif.* » En effet, si

les pénuries, le contrôle des prix ou le blocage des comptes bancaires cessent, l'intervention de l'État – notamment dans le domaine financier et industriel – revient peu en arrière. En France, lors de la Première Guerre mondiale, des figures comme Albert Thomas (ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre), Louis Loucheur (qui succède à Thomas) ou Étienne Clémentel (ministre du Commerce et de l'Industrie) tirent des leçons de la capacité d'organisation de l'État pendant la guerre pour penser un nouveau rôle de ce dernier dans le développement industriel. Des établissements financiers pensés pour la reconstruction comme le Crédit national s'imposent ensuite comme des bras armés de la politique financière de l'État en temps de paix. Ce mouvement est encore plus fort après la Seconde Guerre mondiale lorsque se met en place la planification économique, assumant une certaine continuité avec des modes d'intervention de la guerre et la rupture avec l'ordre libéral d'avant-guerre [Margairaz, 1991 et Monnet, 2018]. La notion d'économie de guerre se trouve alors employée de manière péjorative par les adversaires de « l'économie administrée ». Tout le discours libéral (dorénavant caractérisé de « néolibéral ») qui s'établit après 1945 vise ainsi à critiquer l'économie administrée en la ramenant à son statut d'économie transitoire de guerre. Cette rhétorique est particulièrement présente chez les économistes Ludwig Erhard ou Walter Eucken en Allemagne, ou chez Jacques Rueff ou Louis Rougier en France <sup>[2]</sup>.

### Et aujourd'hui ?

On retrouve bien aujourd'hui les trois éléments définissant l'économie de guerre en Russie et en Ukraine : augmentation du rôle de l'État dans la production et contrôle de l'économie, rationnement ou contrôle des prix, et mobilisation des ressources pour financer l'État. Mais en dehors de ces pays où les coûts économiques sont immenses pour la population, la référence à l'économie de guerre est à l'heure actuelle plutôt de l'ordre de la métaphore : nous ne faisons face ni à une pénurie nécessitant des rationnements généralisés, ni à la nécessité d'un accroissement immédiat et massif de la production mili-

**EN DEHORS DE L'UKRAINE ET DE LA RUSSIE  
OÙ LES COÛTS ÉCONOMIQUES SONT  
IMMENSES POUR LA POPULATION,  
LA RÉFÉRENCE À L'ÉCONOMIE DE GUERRE  
EST À L'HEURE ACTUELLE PLUTÔT  
DE L'ORDRE DE LA MÉTAPHORE**

[2] Sur Eucken, voir Commun et Fèvre, 2020, chapitre 2.



p. **100**

**IL EST RISQUÉ D'ASSOCIER LE COMBAT  
ÉCOLOGIQUE À LA NOTION D'ÉCONOMIE  
DE GUERRE, PUISQUE CELLE-CI N'A  
DE SENS QUE COMME LÉGITIMATION  
D'UNE SITUATION TRANSITOIRE**

taire ou d'un remplacement du capital. La notion d'économie de guerre telle qu'employée dans les médias ne qualifie pas l'aide aux réfugiés ukrainiens, l'envoi de matériel à l'armée ukrainienne ou les réorientations géopolitiques et des politiques de défense, puisque cela n'implique pas de sacrifice important à court terme pour nos économies. La référence à l'économie de guerre porte bien principalement sur la question énergétique, et dans une moindre mesure sur la désorganisation de l'approvisionnement alimentaire. C'est la hausse du prix de l'énergie qui impose des coûts et des sacrifices aux consommateurs. Il y a certes ici un facteur conjoncturel et donc une réponse du même ordre à y apporter, en particulier pour limiter l'impact de l'inflation sur les personnes aux plus bas revenus. Mais l'on sait également que l'augmentation des prix de l'énergie fossile n'est pas qu'une question conjoncturelle liée à la guerre. Elle est également un élément nécessaire pour éviter le réchauffement climatique et les catastrophes environnementales qui y sont associées.

La question qui se pose aujourd'hui est donc de savoir si la guerre en Ukraine pourrait être une opportunité pour changer nos modes de consommation et de production énergétique et, *in fine*, être bénéfique pour le combat écologique <sup>[3]</sup>. Il est vital d'augmenter le prix des énergies fossiles et, finalement, d'en éliminer la consommation, tant par un changement dans la production d'énergie que par une baisse globale de la consommation énergétique. Il est tout autant essentiel de changer de modèle de production agricole, tant pour éviter les pénuries liées à la mondialisation des chaînes de production que pour limiter la consommation d'énergie et de pesticides. A ce titre, la guerre en Ukraine devrait être un choc qui change nos habitudes de consommation et de production vers la soutenabilité écologique. Il faut se méfier d'un retour en arrière qui serait justifié par l'excuse de la guerre, tel que la réactivation des centrales à charbon et d'autres industries polluantes.

Mais il est peut-être tout aussi risqué d'associer le combat écologique à la notion d'économie de guerre, puisque celle-ci

[3] Question posée notamment par Pierre Charbonnier [2022].



n'a de sens, comme nous l'avons vu, que comme légitimation d'une situation transitoire : le retour à la normalité après-guerre est essentiel pour la légitimité politique de ce type d'économie, comme pour sa théorisation. Dans son ouvrage *Comment financer la guerre* – qui demeure sans doute l'une des entreprises les plus explicites tentant de théoriser l'économie de guerre –, Keynes imagine une série de mesures dont le but est de rendre acceptables les sacrifices de la guerre par la perspective d'un regain de la consommation après-guerre. Toutes les propagandes visant à financer la guerre par l'émission de dette publique, à justifier le rationnement et l'organisation spéciale du travail, reposaient sur le fait que ces mesures étaient temporaires et promettaient un retour rapide à la normale. Même si les périodes d'après-guerre ne sont jamais un simple retour en arrière – car des institutions et modes d'organisation demeurent –, elles mettent en avant des objectifs sociaux et politiques opposés à ceux qui prévalaient en temps de guerre. Ce que nous souhaitons au contraire aujourd'hui, c'est revendiquer des objectifs de long terme qui survivent au moment de la guerre, et éviter que l'après-guerre ressemble à une euphorie de consommation et de production qui effacerait la modération imposée par la guerre.

Le plan de résilience annoncé par le gouvernement français pour « *faire face aux conséquences de la guerre en Ukraine sur la vie des Français* »<sup>[4]</sup> participe de cette rhétorique puisque la résilience est souvent associée à un retour à un état d'équilibre d'avant crise. Ce plan n'est qu'une politique contracyclique classique visant à amortir un choc d'offre et non une réorganisation de l'économie visant à gagner une guerre. Il n'engage en rien une mutation dans nos modes de consommation et de production. On voit ainsi comment la rhétorique de l'économie de guerre et du retour à l'équilibre peut être contreproductive pour l'écologie puisqu'elle revient à nier la temporalité longue des enjeux énergétiques ou des transformations à terme de l'État et de l'économie qui sont nécessaires pour préserver l'environnement. L'analogie est un procédé rhétorique bien connu pour impressionner et emporter l'adhésion, mais prendre un mot pour un autre est également un processus de détournement. Le risque, bien réel, est que cette analogie réduise les questions de

[4] « Le gouvernement présente son plan de résilience économique et sociale », consultable sur [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)



sobriété et de production énergétiques à des enjeux de court terme. Le changement des besoins qui caractérisait l'économie de guerre était conçu comme une réponse à une situation de pénurie temporaire, c'est-à-dire une inadéquation de l'offre face à la demande « normale » exprimée en temps de paix. Aujourd'hui, pour les sociétés qui ne sont pas en guerre, il est nécessaire au contraire de changer profondément nos besoins pour qu'ils soient compatibles avec la sauvegarde de la planète et de l'humanité, et non de se contenter de mesures de soutien au pouvoir d'achat à court terme. La crise écologique n'est pas soluble dans des références historiques. ■

## Bibliographie

**Brewer J., 2002, *The Sinews of Power. War, Money and the English State 1688-1783*, Routledge.**

**Charbonnier P., 2022, « La naissance de l'écologie de guerre », *Grand continent*, 18 mars, consultable sur <https://legrandcontinent.eu>**

**Commun P. et Fèvre R., 2019, *Walter Eucken, entre économie et politique*, Lyon ENS éditions.**

**Dard O., 2001, « L'Etat et l'économie en France au XX<sup>e</sup> siècle », *Revue Projet* n° 266.**

**Keynes J.M., 2020 [1<sup>re</sup> éd. 1940], *Comment financer la guerre*, Classiques Garnier.**

**Margairaz M., 1991, *L'Etat, les finances et l'économie. Histoire d'une conversion 1932-1952*, Institut de la gestion publique et du développement économique – Comité pour l'histoire économique et financière.**

**Monnet E., 2018, *Controlling Credit. Central Banking and***

*the Planned Economy in Postwar France, 1948-1973*, Cambridge University Press.

**Osterhammel J., 2017, *La transformation du monde au XIX<sup>e</sup> siècle*, Nouveau monde éditions.**

**Peretz P., 2022, *Une armée noire. Fort Huachuca, Arizona (1941-1945)*, Seuil.**

**Piatier A., 1939, *L'économie de guerre*, Librairie générale de droit et de jurisprudence.**

**Possony S. T., 1938, *L'économie de la guerre totale. Ses possibilités, ses limites*, Librairie de Médecis.**

**Polanyi K., 1983, *La grande transformation*, Gallimard.**

**Sparrow J. T., 2011, *Warfare State. World War II Americans and the Age of Big Government*, Oxford University Press.**

**Thiveaud J.-M. et Feltesse V., 1991, « L'ère des tyrannies et l'économie de guerre : naissance d'une théorie (1930-1940) », *Revue d'économie financière* n° 16.**